Les anti-3è mandat suspendent le dialogue après l'assassinat d'un opposant

@rib News, 24/05/2015 â€" Source AFP Les leaders du mouvement de la contestation contre un troisiÃ"me mandat du président burundais Pierre Nkurunziza ont annoncé dimanche suspendre le dialogue initié avec le gouvernement, aprÃ"s l'assassinat la veille à Bujumbura du chef d'un petit parti d'opposition. Condamnant un acte ignoble, la Coordination de la campagne contre le troisiÃ"me mandat suspend sa participation au dialogue, encore en phase préliminaire, initié par le Menub (bureau des Nations unies pour les élections) entre le gouvernement du Burundi et les différents acteurs socio-politiques, selon un communiqué.

La Coordination s'est dit consternA©e et a condamnA© avec la derniA re A©nergie l'assassinat de Zedi Feruzi, PrA©sident de l'UPD, dans ce communiqué. M. Feruzi a été abattu par balles samedi soir avec un de ses gardes du corps alors qu'il rentrait A son domicile dans le quartier de Ngarara. Selon un journaliste burundais qui discutait avec Zedi Feruzi et a A©té blessé dans l'attaque, les tueurs portaient des tenues policià res de la garde présidentielle. Il a dit désormais se cacher par peur lui aussi d'Ãatre tué. La présidence a démenti ses accusations. Elle s'est dit choquée, et a demandé que la lumià re soit faite de faÃSon urgente afin que les coupables soient traduits devant la justice. Cet acte ignoble intervient quelques jours seulement aprÃ"s des informations parvenues aux responsables de la campagne qui faisaient état d'un plan d'A©limination physique de certains de ses leaders ainsi que de l'exposition publique de leurs corps pour faire peur aux manifestants, selon les leaders du mouvement anti-Nkurunziza. M. Feruzi était un des leaders du mouvement contre le troisiÃ"me mandat, et il avait appelé mardi, lors de manifestations dans le quartier de Musaga, tous les Burundais à s'unir pour obtenir le retrait de la candidature de M. Nkurunziza, rappelle le communiqué. Dans son communiqué, la Coordination anti-troisià me mandat rappelle ses conditions préalables avant tout dialogue de fond: le respect de la liberté constitutionnelle de manifester, la libération de tous les manifestants encore en prison, la levée des mandats d'arrÃat contre les leaders du mouvement, la réouverture des média et l'exclusion de toute solution aboutissant au troisiÃ"me mandat de Pierre Nkurunziza. On ne dialoguera pas dans le sang et sous la menace de mort!, affirme la Coordination qui, aprÃ"s avoir décrété une trÃave samedi et dimanche, appelle de nouveau à manifester lundi matin, avec plus de vigueur. Elle demande également aux manifestants de rester vigilants sur la sécurité de leurs quartiers tout en gardant la ligne de la non-violence. Plusieurs responsables de la contestation sont passés dans la clandestiné, craignant d'Ãatre arrÃatés ou affirmant Ãatre la cible de menaces de mort. Le pays connaît depuis un mois un vaste mouvement de contestation populaire contre le pr\(\tilde{\mathbb{Q}} \) sident Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005 et candidat \(\tilde{\mathbb{A}} \) un troisià me mandat à la présidentielle du 26 juin. Des manifestations ont lieu quasi quotidiennement, émaillées de nombreux heurts avec la police, avec prà s de 25 morts en quatre semaines. Vendredi soir, l'explosion de trois grenades lancées dans la foule par des inconnus en plein centre ville de Bujumbura avaient fait trois morts et plusieurs dizaines de blessés.